

Zeitschrift: Medienwissenschaft Schweiz = Science des mass média Suisse
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Kommunikations- und Medienwissenschaft
Band: - (1996-1997)
Heft: 1

Artikel: Médias et communication politique en démocratie directe : quinze thèses, questions et remarques
Autor: Windisch, Uli
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-790760>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Médias et communication politique en démocratie directe

Quinze thèses, questions et remarques

1. Médiaphobe ou médiophile?

Je ne partage pas l'attitude assez généralement négative, voire franchement hostile de nombre d'intellectuels et d'hommes politiques envers les médias et tout particulièrement envers la télévision. Nombre de maux sociaux actuels sont attribués aux médias et à la presse alors qu'ils ont bien d'autres causes. Je suis donc plutôt médiophile là où d'autres sont plutôt médiaphobes. Dans un deuxième temps, j'aurais également des critiques à formuler envers les médias et la presse, mais sur d'autres aspects que ceux qui sont habituellement pointés.

Etre médiophile, suppose que l'on admette, par exemple, le postulat suivant: plus on discute plus on a de chance de se comprendre. Les médias constituent alors un forum de discussion public primordial. Etre médiophile revient à croire profondément en la discussion, même si certaines formes du débat politique peuvent en révolter plus d'un.

2. Que ceux qui n'apprécient guère les médias le veuillent ou non, les médias représentent un extraordinaire moyen de démocratisation de la vie sociale et politique.

Les médias et la presse reposent sur une logique de problématisation constante. Ils amènent sans cesse l'ensemble de la société à discuter de tous les problèmes susceptibles d'intéresser de larges secteurs du grand public. Ils obligent ceux qui voudraient se taire à parler publiquement. Ce que certains veulent cacher, les médias le mettent sur scène et en scène. La logique des médias veut que tout puisse être rendu public, tôt ou tard, et puisse ensuite être discuté le plus largement possible. Mais ce ne sont pas les médias qui ont le dernier mot. L'issue sera fonction des résultats du débat public et des décisions prises à la suite de cette publicisation.

En ce sens, les médias et la presse sont souvent en avance sur l'agenda politique du reste de la société. Ils soulèvent les problèmes et attirent l'attention de la société. Cette dernière réagit ou ne réagit pas, immédiatement ou avec retard. S'il n'y a pas de réaction dans le public, les médias peuvent relancer un problème, jusqu'à ce qu'il «prenne» dans la société; et cela avec d'autant plus d'insistance que les médias pressentent qu'il s'agit d'un problème de société appelé à devenir important. Les médias: non seulement médiateur, mais aiguillon de la société, animateur clé du débat public, ce dernier déterminant ensuite l'orientation générale que doit prendre la société.

La télévision est encore plus démocratique que la presse écrite, car moins spécialisée; la télévision doit toucher des publics très différents, plus larges et plus diversifiés que certains journaux. En vertu du grand nombre et de la variété des émissions qu'offrent les télévisions, tout un

chacun peut pour ainsi dire «passer» à la télévision, est même invité à y participer, tandis que tout un chacun n'écrit pas dans la presse, n'est pas invité à écrire (à l'exception peut-être et dans une certaine mesure du «Courrier des lecteurs»). Il n'est pas question ici et pour le moment de la qualité ou du contenu des médias et de la presse, simplement de leur caractère plus ou moins démocratique, de la mesure dans laquelle les différentes sensibilités collectives et les différents publics y sont représentés.

En Suisse, il n'existe pas de «TV-NZZ» ou de «TV-Blick», même si certaines émissions peuvent être comparées à l'un ou l'autre de ces extrêmes. La fonction de démocratisation des médias s'étend même à l'économie. Avec des émissions du genre «Kassensturz» ou «A bon entendeur», la télévision participe à la démocratisation de la vie économique et commerciale. La crainte d'être montré du doigt par ce genre d'émission pèse malgré tout sur les entreprises et nombre de prestataires de services.

3. Les médias sont créateurs de lien social

Cette thèse largement admise me paraît fondamentale. Ce que montre la télévision et ce que dit la presse constituent une base essentielle de la conversation quotidienne; si l'on parle du contenu même de ces émissions et informations, elles constituent aussi un prétexte pour parler et converser avec autrui. Ce phénomène et cette fonction ont été repérés très tôt. A la fin du siècle dernier, G. Tarde le relevait déjà: «sans la presse (aujourd'hui il faut ajouter les médias), la conversation ne s'élèverait jamais au-dessus du commérage». Ou encore, du même auteur: «La presse alimente la conversation, la conversation alimente l'opinion et l'opinion déclenche l'action».

Aujourd'hui, certains critiques des médias sont tellement sous l'emprise de leur vision négative des médias, qu'ils n'arrivent même plus à imaginer ce que serait une société sans presse et sans médias. On n'ose pourtant à peine imaginer une telle situation !

Rappeler cela ne veut bien sûr pas dire que l'on approuve inconditionnellement tout ce qui se passe dans les médias et la presse. Et n'oublions pas non plus que les intellectuels critiques ne sont pas toujours les champions de l'autocritique. L'on n'oubliera pas non plus les atrocités politiques auxquelles ont conduit les délires idéologiques de certains intellectuels qui se disaient «critiques» et croyaient détenir la vérité tant en politique qu'en science.

Un regard plus décentré, plus neutre, ouvert et curieux, de type anthropologique en un mot, nous semble indispen-

sable sur les médias et la presse, sur l'ensemble de leurs fonctions et de leurs effets.

Souligner le rôle démocratique des médias et leur succès populaire, attire à coup sûr le reproche de populisme, de favoriser le «tout culturel» de la société du spectacle et de l'industrie culturelle.

Derrière nombre de critiques des médias se cache à mon avis une condescendance, voire un mépris pour les couches populaires. Il faudrait faire ressortir avec plus de précision cette image implicite des couches populaires présente dans nombre de critiques des médias. Cette hétéro-perception péjorative va de pair avec une auto-perception méliorante de type élitiste.

Ceux qui ont une image a priori négative des médias, ne les connaissent et ne les observent pas vraiment. Ils fondent leur a priori négatif catégorique sur les aspects les plus caricaturaux des médias, sur ceux qui les arrangent. Ils n'observent pas les médias en anthropologue détaché et curieux, mais les stigmatisent.

Même les plus grands esprits peuvent, sous une apparence docte, tomber dans ce genre de travers. Nous pensons ici au diagnostic ténébreux de K. Popper. En plus d'une surveillance serrée des médias, il pensait nécessaire d'octroyer des autorisations aux journalistes et aux réalisateurs, autorisations qui pourraient être retirées à tout moment. La médiocrité ne serait-elle pas garantie ? Et qui définirait les manquements, sinon une élite éclairée qui sait ce qui est bon pour le peuple. On retrouve toujours cette même vision du monde qui ne fait pas confiance au citoyen ordinaire, qui s'en méfie toujours, sans le dire explicitement. Or, dans les sociétés historiquement démocratiques le principal danger politique ne vient pas du simple citoyen. Cela ne signifie pas pour autant que «le peuple a toujours raison». Bien des critiques inconditionnels des médias prennent ces derniers au premier degré et ne tiennent pas compte qu'une grande partie des téléspectateurs, pour prendre l'exemple de la télévision, consomment la télévision d'un regard oblique. Les médias constituent un instrument et un jeu parmi d'autres. On prend tel aspect, on en rejette d'autres. On rit de ceux-là, on se moque de tels autres. Ce jeu comme tout jeu est fait de plaisir et d'agacement, ponctué par le «zapping». La logique du spectaculaire qui fait fonctionner ce jeu n'est lui aussi qu'un moyen, qu'un langage, qu'une forme; elle n'implique pas que les consommateurs finissent par être déprogrammés et reprogrammés mentalement par cette logique du spectaculaire.

Chaque individu dispose, par ailleurs, de plusieurs «programmes de vérité»; lorsque qu'un individu calcule le budget de son ménage, il n'actionne «zapping» pas le même programme de vérité que lorsqu'il prie à l'église, qu'il rit aux larmes d'un spectacle comique (pour ceux qui en sont encore capables), qu'il est catastrophé par des images de guerre, qu'il doit choisir entre deux candidats à une fonction politique suprême.

Si l'on parlait du principe que, dans le domaine des médias et de la presse, rien n'est jamais pris à la lettre ni au

premier degré, on aurait peut-être une image du citoyen, du lecteur de la presse et du téléspectateur, plus proche de ce qu'il est en réalité et de la manière dont il «fonctionne» effectivement.

Pour comprendre les médias il nous faut une autre image de l'homme, ni imbécile culturel (façonné à souhait et unilatéralement par la société et donc aussi par les médias) ni Je cartésien (libre, tout-puissant et imperméable à toute influence sociale ou médiatique) mais un individu considéré comme un acteur social, comme un individu qui agit, pense, réfléchit et choisit, bref, qui façonne le social autant qu'il est façonné par le social.

4. La démocratisation et la densification de la vie sociale et politique qu'entraînent les médias doivent ensuite être mises en relation avec le système politique de la démocratie directe qui est la nôtre, soit un système foncièrement participatif et délibératif. Ce système va donc de pair avec une forme de communication politique spécifique. La forme de la communication politique n'est, bien sûr, pas la même suivant que l'on se trouve dans:

1. un système propagandiste (du type ex-URSS)
2. un système de marketing
3. ou dans un système délibératif.

On retrouve une belle unanimité parmi les critiques des médias pour dénoncer les dangers du marketing, et cela même dans un système politique comme le nôtre, pourtant basé sur la démocratie directe.

Le marketing politique, encore bien modeste en Suisse, devient le nouveau bouc émissaire de certains changements politiques bien plus fondamentaux.

Notre système de démocratie directe se protège «naturellement» contre d'éventuels excès du marketing. Un élu, dans un système politique comme le nôtre, doit en permanence rendre des comptes, et un élu falot, choisit uniquement en fonction de sa photogénie, de son look, c'est un autre poncif des détracteurs des médias, serait vite repéré et stigmatisé comme tel. Le diktat du marketing politique, dans son essence même, est en contradiction avec la démocratie directe. Cela ne veut pas dire qu'une certaine «compétence médiatique» ne fasse pas partie aujourd'hui des qualités nécessaires pour prétendre à une responsabilité politique importante. Mais savoir s'exprimer dans les médias et la presse peut aussi signifier être capable de définir brièvement et clairement, et pourquoi pas aussi de manière imagée et plaisante (ce qui ne veut pas nécessairement dire démagogique) quelques idées politiques importantes. Dès que quelqu'un «passe» bien à la télévision, il est suspect de démagogie. La démagogie existe, mais nul autre système politique que la démocratie directe ne permet de la repérer et de la souligner aussi vite. Pour nous, la démocratie directe est un puissant vaccin et antidote contre bien des maux et dérives de la politique. Nous croyons profondément en un citoyen ordinaire lucide, compétent et exigeant sur l'essentiel, même s'il ne se sent pas obligé de toujours voter et participer à tout; de même, nous croyons tout aussi

profondément en la discussion généralisée de tout par tous, et, par conséquent, aux solutions par le dialogue, même vif et sévère. D'où la thèse suivante.

5. La vague de critiques actuelles des droits populaires nous semble en profonde contradiction avec le type de communication politique que suppose la démocratie directe. Pour certains, à l'esprit spécialisé et étroit, les droits populaires constituent un autre bouc émissaire de nombreux maux de notre société. Ces droits seraient la cause de tous les «blocages»; ils empêcheraient de gouverner, de réformer la société, d'aller de l'avant, de progresser. Peu de gens soulignent, en revanche, les avantages de ces droits populaires. Notre société avance parfois plus lentement parce que, lorsqu'elle avance, c'est la majorité de la société qui avance et non seulement une petite minorité qui décrète qu'elle a fait avancer une société. Si la Suisse ne connaît pas d'opposition extrémiste massive (comme en France, ou en Autriche, et ailleurs) c'est aussi parce qu'en Suisse on doit discuter et consulter jusqu'à ce qu'une majorité de la population avance avec les autorités et la classe politique.

Plus on discute, plus on consulte, plus on négocie, plus on cherche à convaincre, moins la population bloque la société et perturbe l'activité du pays. Si les grèves longues, massives et répétées relèvent de l'exception en Suisse c'est parce que la discussion est première, c'est parce que les autorités ne peuvent se contenter d'informer (à sens unique et de manière unilatérale) mais doivent communiquer. Même si le peuple n'a pas toujours raison, il a aussi empêché des initiatives, apparemment généreuses mais en réalité ruineuses, d'aboutir.

En démocratie directe, il est certes parfois difficile, voire insupportable de gouverner (qui n'aimerait pas parfois gouverner par décret !) mais jamais on a vu dans notre système des gouvernants élus démocratiquement rapidement haïs et chassés du pouvoir à la première échéance électorale venue et dans un esprit de revanche idéologique. Notre peuple, bien que multiple et divers, n'est pas opposé en deux camps prêts à en découdre à la moindre occasion.

Les divergences récentes en matière notamment de politique étrangère entre les autorités politiques, les médias et le peuple ne sont pas pour nous le signe de la nécessité de limiter les droits populaires mais, au contraire, de jouer plus intégralement encore le jeu de la démocratie directe, en discutant davantage encore avec la base de la population, avec les «Neinsager». Le terme même de «Neinsager» est, pour nous, contraire à l'esprit de la délibération généralisée, puisqu'il suppose qu'il y a d'un côté les autorités et les médias qui disent oui (par exemple à l'EEE, le 6 décembre 1992) et de l'autre une majorité du peuple qui a dit NON au OUI des autorités. En réalité il faut plus de discussion, passer à une véritable communication publique, en l'occurrence entre partisans du Oui et du Non à l'Europe; les partisans du Oui doivent essayer de comprendre les Non des opposants, plutôt que de les stigmatiser parce qu'ils ne sont pas d'emblée convaincus de dire Oui. Ce serait même suspect si, sur

une décision aussi fondamentale et aussi contraire à l'esprit de la politique extérieure suivie jusqu'à il y a peu par la Suisse, la grande majorité du peuple avait d'emblée et sans autre forme de discussion changé radicalement de point de vue. Je ne dis pas cela parce que je suis personnellement opposé à l'entrée de la Suisse dans la CE, j'ai au contraire milité publiquement pour cette adhésion, mais pour rappeler d'une autre manière encore en quoi consiste l'essence même d'une démocratie directe basée sur un dialogue incessant entre autorités, peuple et médias. Les technocrates pressés auront toujours maille à partie avec un système politique à base de droits populaires étendus. Ils préféreront toujours se plaindre de «l'incompétence» ou de «l'arriération» du peuple, plutôt que de prendre conscience de la richesse et des potentialités du système politique suisse et qui est par ailleurs de plus en plus envié par les pays environnants (des sondages montrent, par exemple, que 80 % des citoyens français aimeraient connaître le «référendum d'initiative populaire» pour les problèmes politiques importants).

Notre système politique demande bien sûr du temps, de la patience, le goût de la discussion, le désir de convaincre ceux qui ne font pas une confiance aveugle et immédiate au premier spécialiste autoproclamé. Le système politique de la démocratie - et encore plus de la démocratie directe - se situe à l'opposé d'un système politique fondé sur des évidences, que ces évidences soient d'ordre politique, idéologique, religieux ou autres. Les évidences ne se discutent pas, les régimes totalitaires nous le rappellent régulièrement, tandis qu'en démocratie tout peut être discuté et mis en cause en permanence, mêmes les évidences, et en plus par tous. Entre parenthèses, on comprend mieux aussi ce qu'une Eglise veut dire lorsqu'elle précise explicitement qu'elle n'est pas une démocratie: il y a des dogmes, des principes qui ne se discutent pas et surtout pas par tout le monde. Il ne s'agit pas ici de juger, mais de montrer en quoi certaines visions du monde sont incommensurables, à quel point une démocratie directe ne diffère pas seulement sur des nuances d'autres formes de système politique.

6. Médias, espace public et espace privé.

Un autre tir groupé des critiques des médias est dirigé contre la «télévision intimiste», soit contre l'ensemble des reality shows et autres émissions ayant trait aux problèmes personnels, privés, affectifs et relationnels, et autres personnes parties sans laisser d'adresse.

Ces émissions, relevant de l'espace privé, souilleraient le noble espace public. Ne pourrait-on pas, au contraire, admettre que ces émissions intimistes (de la télévision et de la radio) loin de dévoyer l'espace public l'élargiraient tout simplement. Les médias permettent en effet de rendre publics des problèmes qui autrefois relevaient du domaine privé, et cette publicisation est effectuée avec une large approbation du public en général et des couches populaires en particulier. Lorsqu'un grand nombre de personnes ont les mêmes problèmes privés et que l'on se situe

dans une société de communication où tout est discuté publiquement, un problème privé propre à un grand nombre de personnes devient presque par définition public et donc médiatique et discuté comme tel.

Sans doute est-il facile pour des personnes privilégiées pouvant s'offrir une psychanalyse ou une autre forme de thérapie spécialisée et coûteuse de critiquer ce genre d'émissions, mais de quel droit s'en prendre à des émissions qui, en examinant un cas particulier de manière publique et de façon même très simplifiée, peuvent aider de nombreux autres individus. Nous ne prétendons pas que de telles émissions équivalent à une psychanalyse, mais pourquoi dans ce cas-là la parole perdrait-elle de sa force de compréhension, voire de libération ?

Sans du tout être un accro de ce genre d'émissions – loin s'en faut – je ne vois pas au nom de quel principe démocratique je militerais contre ces émissions ou les dénigrerais. Je l'ai dit: je fais, par principe, confiance à la faculté d'appréciation et de jugement du citoyen ordinaire.

Un problème semblable se pose à propos de certaines émissions destinées à la jeunesse, du genre «*Hélène et les garçons*», un autre type d'émissions largement décriées et méprisées. Dans des émissions sur ces émissions, on fait parler des jeunes défavorisés des banlieues qui viennent dire, ou à qui on demande de dire, que les jeunes acteurs qui jouent dans ces émissions sont toujours des privilégiés, idéalisés et coupés de la dure réalité quotidienne de très nombreux jeunes. On pourrait alors dire la même chose du cinéma en général. Mais a-t-on déjà vu (ou entendu?) des jeunes dire qu'ils n'allaient pas au cinéma parce que la réalité représentée par le cinéma était idéalisée, différente du réel quotidien ou simplement figurée? Ces critiques ne sont-elles pas le signe d'une faiblesse d'analyse sociale plutôt que la preuve d'une conscience critique aigüe et raffinée?

Que signifient ces critiques simplistes et méprisantes lorsque l'on sait que la fameuse Hélène reçoit jusqu'à mille lettres par semaine de jeunes qui lui exposent leurs problèmes et préoccupations ? Emissions dangereuses ou lieu d'échange et lien social complémentaires et précieux pour nombre de jeunes eux-mêmes ?

7. Après le «positif», les critiques

Si l'on peut admettre que l'évolution générale des médias et de la presse dans nos sociétés a été dans le sens d'une extension continue de la liberté d'expression et d'une pluralisation accrue, on peut, en revanche, s'interroger sur le degré réel de la pluralité et de la diversité des médias et de la presse suisses. On se limitera au cas de la Suisse romande. Malgré le grand nombre de journaux, la pluralité de la presse et des médias suisses romands me semble insuffisante. Le fait que plusieurs journaux sont, en outre, liés à un canton complique encore la situation, puisqu'un tel journal doit faire preuve d'une certaine diversité interne afin de satisfaire un public suffisamment nombreux et permettre une viabilité financière. Ainsi, on ne trouve guère en Suisse romande de journaux clairement

distincts du point de vue de leur orientation politique, proposant, par exemple, des analyses clairement différentes de l'actualité sociale et politique, comme cela est le cas, en France par exemple. Il est appréciable de pouvoir profiter de cette pluralité politique des journaux français en achetant le même jour des quotidiens aussi différents que le *Monde*, le *Figaro* et *Libération*; leurs analyses sont réellement différentes.

Malgré une orientation partiellement plus conservatrice – avec toutes les difficultés que présente un tel étiquetage et toutes les contestations auxquelles il peut donner lieu – de journaux tels que *L'Express* et le *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, on ne trouve pas de quotidiens clairement conservateur ou «de droite». Je regrette cette situation non parce que je m'identifie à une telle orientation mais en vertu du manque de pluralisme que cela entraîne, parce que le public correspondant ne trouve pas sa source d'identification, et que cela empêche une discussion publique suffisamment large des différentes orientations politiques présentes dans la société.

Il en va de même avec la télévision suisse romande qui me paraît également insuffisamment pluraliste. Certaines sensibilités critiques – appelons-les ainsi – peuvent sembler surreprésentées, tandis que les couches de la population davantage attachées à une représentation plus traditionnelle des réalités du pays et de l'identité nationale trouvent plus difficilement leur pendant dans les médias comme dans la presse.

Le lien avec «le pays profond» devient ainsi trop ténu. D'où en partie les divers décalages entre médias et base de la population lors des votations populaires au cours desquelles la majorité du peuple se prononce dans un sens contraire à celui des médias et des autorités. Cette situation crée un phénomène proche de la «spirale du silence», spirale selon laquelle les personnes qui pensent différemment du ton général donné par les médias finissent par se taire – de peur de paraître déphasées, voire ridicules – jusqu'au jour où l'occasion se présente pour elles de donner leur avis, soit lors des votations populaires dans notre système politique. C'est, en effet, une particularité du système politique suisse, que de faire apparaître, tôt ou tard, toutes les visions du monde, toutes les idéologies politiques présentes dans la société.

Nous pensons qu'une présence plus marquée dans les médias des visions du monde plus traditionnelles et conservatrices, et surtout leur discussion par l'ensemble des acteurs sociaux et politiques, permettraient de dépasser certains blocages et certains mouvements réactifs de principe. Car il est connu que le jour où certaines couches sociales et politiques réduites au silence finissent par se manifester, elles le font de façon d'autant plus réactive et virulente qu'elle se sont senties incomprises et méprisées. Un cercle vicieux est engagé.

De nombreux déblocages seraient sans doute possible grâce à un tel élargissement de la discussion publique et du lien social qu'entraînerait cette intégration des sensibilités moins représentées dans les médias et la presse.

Un renouvellement des émissions politiques à la télévision romande me semble urgent afin de rendre possible cet élargissement de la discussion politique à l'ensemble de la population et de raviver ainsi l'intérêt de cette dernière pour les problèmes politiques nationaux et la politique en général. Dans l'organisation des débats politiques, les médias ont trop tendance à choisir les participants dans les principaux partis politiques et à chercher à équilibrer les présences selon les prises de position de ces mêmes partis.

Les partis politiques jouent un rôle fondamental dans l'animation de la vie politique, mais comme le corps électoral ne les suit pas toujours dans leurs arguments, arguments parfois par trop contraints et stéréotypés, il pourrait être bienvenu et efficace d'élargir la participation et la discussion à ces acteurs «désobéissants» et de chercher à mieux comprendre le point de vue de ces derniers.

Etant donné que l'exiguïté du pays et des différentes régions linguistiques semblent empêcher l'existence de plusieurs chaînes de télévision dans chaque région, il serait intéressant de confier de façon régulière et permanente, la préparation d'un certain nombre d'émissions à des gens certes de métier, mais extérieurs à la télévision officielle. Puisqu'une télévision privée ne semble pas viable financièrement, il devrait exister de véritables plages horaires (à l'intérieur du programme normal et officiel des télévisions nationales), tout à fait indépendantes des responsables officiels. Une absence de concurrence comme celle qui existe dans les médias audiovisuels suisse ne peut être que dommageable au dynamisme et au pluralisme. Cette situation est pour le moins paradoxale dans un pays où les mots diversité et pluralisme constituent la base même de l'unité.

8. Tout le monde n'est pas égal devant la télévision

Même si les médias constituent un puissant instrument de démocratisation, tout citoyen ne possède pas la même «compétence médiatique». Comme dans de nombreux autres secteurs de la société, il existe une inégalité sociale également devant les médias et cette inégalité tient à des raisons multiples et fort diverses; elle n'a rien d'une mécanique sociale simpliste, au sens où les plus démunis socialement seraient exclus des médias. Les nombreuses émissions qui mettent en scène les couches sociales moins favorisées et leur donnent la parole en témoignent. Néanmoins, tout le monde n'est pas préparé de la même manière à intervenir dans les médias ni légitimé à le faire.

Une société qui cherche activement à développer la compétence médiatique et journalistique du plus grand nombre travaille, par conséquent, à réduire la coupure entre élites, médias et base de la population.

Ce dernier problème fait l'objet de divergences au sein même des professionnels des médias entre partisans de l'«archéo-télévision» et partisans de la «néo-télévision». L'archéo-télévision, ou «télévision-institut», considère son travail comme une mission d'enseignement, d'éclairage, d'information et de formation du peuple, à sens unique,

tandis que la néo-télévision est centrée sur la discussion généralisée, sur l'association du plus grand nombre, sur la communication entre partenaires considérés comme égaux. La néo-télévision est davantage une télévision du lien social et un forum plutôt qu'une classe d'école.

Il va de soi que ces deux conceptions ne sont pas exclusives l'une de l'autre et qu'il y a des formes plus ou moins modernes et actuelles de pratiquer chacune d'elles. Des chaînes comme *Arte* et la *Cinq* en France jouent un rôle d'information et de formation de manière remarquable et selon des modalités vivantes, dynamiques et plaisantes. En revanche, cela n'est pas toujours le cas à la Télévision suisse romande où certains journalistes, parfois plus âgés, sont plus proches de l'instituteur traditionnel que de l'animateur dynamique et convivial. La manière dont les premiers pratiquent leur travail les singularise assez nettement: ils parlent beaucoup, croient nécessaire de toujours expliquer les choses comme à des élèves, s'octroyent une position centrale, sont relativement peu inventifs en matière de mise en scène et d'animation. L'atmosphère est souvent contrainte et formelle. Certains de ces journalistes donnent d'ailleurs parfois l'impression d'être davantage des journalistes de l'écrit que de l'audiovisuel.

Ces mêmes journalistes se plaignent volontiers de la faiblesse des moyens financiers de la télévision suisse et attribuent l'intérêt du public suisse pour les télévisions étrangères à ce manque de moyens financiers. Or, on sait parfaitement aujourd'hui que la qualité et le succès d'une émission (deux dimensions qui ne sont pas incompatibles) ne dépendent que partiellement des moyens financiers. Nombre d'émissions, surtout les émissions politiques, on le sait, auraient besoin d'un sérieux *lifting*. Il est étonnant que même à propos de sujets politiques brûlants on ne réussisse pas à faire participer davantage la population, à faire en sorte qu'une grande partie de la population se sente concernée et le fasse savoir. A l'inverse, lorsqu'une émission réussit à faire vibrer une grande partie de la population, on la dénigre, en disant qu'il ne s'agit plus de politique, mais de combats de gladiateurs, de pur spectacle («Arena» en Suisse alémanique, par exemple). Il est clair qu'il y a incompatibilité entre la TV-institut et une TV plus conviviale et spectaculaire, mais il est certain aussi qu'une conception trop pastorale de la politique risque de vider les forums politiques comme les églises.

Je ne préconise en aucun cas de caricaturer et d'appauvrir la politique, mais on peut aussi vivre avec son temps et utiliser les moyens techniques et scéniques à disposition. Les télévisions étrangères constituent un bouc émissaire trop commode pour la Télévision suisse romande.

Faisons le pari que moyennant certaines réformes de fond et de forme, même sans moyens financiers supplémentaires, il devrait être possible de rendre la politique passionnante, d'y associer une grande partie de la population, de faire mieux communiquer les différentes sensibilités collectives et de rapprocher ainsi les autorités, le peuple et les médias. On en revient ainsi à la classe politique et aux partis politiques.

9. Les partis politiques et les médias

Il a été question du fossé qui existe à propos de certains problèmes politiques majeurs entre, d'une part, la classe politique et les médias et, d'autre part, le peuple. En disant cela, on rappelle qu'il existe une relative identité de point de vue entre les médias, les principaux partis politiques et les autorités. Leur agenda politique coïncide volontiers. A côté du problème de ce qui se dit se pose encore celui de savoir par qui est dit ce qui est dit. Les émissions consacrées à la politique peuvent, en effet, induire l'image d'une surreprésentation des partis politiques dans l'expression politique. Les médias ont tendance à s'adresser aux responsables des partis politiques et qui plus est, souvent aux mêmes, lorsqu'il s'agit de présenter les différents avis sur les problèmes politiques de l'heure ou considérés comme tels. Une nouvelle fois, il ne s'agit pas de contester le rôle capital des partis politiques dans le façonnement de la politique. Mais on ne se rend peut-être pas suffisamment compte que cette situation ne contribue pas à combler le fossé susmentionné. La situation se complique encore lorsque la plupart des partis politiques donnent l'image d'être unanimes et, par conséquent, d'être globalement coupé de la base.

C'est une raison supplémentaire qui justifie l'élargissement du débat politique et de la communication politique, au risque de voir s'agrandir ce fossé et se développer des mouvements politiques réactifs de masse. On pense ici bien sûr aux mouvements et partis appelés souvent «populistes»; mais ce terme nous paraît inadéquat, simpliste et paresseux parce qu'il empêche de définir la véritable nature et raison d'être de ces mouvements.

Dans cet élargissement de la communication politique, en plus des sensibilités collectives moins représentées, on pourrait également associer davantage les chercheurs, analystes et universitaires qui s'occupent pour ainsi dire quotidiennement des problèmes politiques nationaux sans que l'on prenne suffisamment connaissance des résultats de leurs travaux et que l'on en tire certaines conséquences.

Évitons que la politique ne devienne une sorte de surréalité qui fonctionne en vase clos dans un univers restreint et sur lequel une grande partie de la population a l'impression de ne plus avoir prise.

Ne serait-il pas envisageable de mettre sur pied des sortes de «Groupes de diagnostic politique» ad hoc, changeant selon les problèmes, composés à la fois d'hommes politiques, de journalistes, d'analystes, de chercheurs et de représentants de la vox populi mécontente ?

10. Les médias, la politique et le Parlement

Le Parlement en tant qu'institution et comme totalité semble faire quelque peu les frais des changements intervenus dans une communication politique qui se médiatise de plus en plus. Si les Parlementaires en tant que représentants des partis politiques sont bien sûr actifs dans la communication politique, l'institution en tant que telle

semble en revanche en souffrir quelque peu. Si, lors d'une élection au Conseil fédéral, le Parlement est au centre et apparaît pleinement dans sa fonction grâce aux médias et notamment à la retransmission radiophonique et télévisée en direct de cette cérémonie solennelle et ritualisée, le Parlement n'est-il pas, par contre, négligé, voire bafoué lorsqu'un conseiller fédéral démissionnaire annonce sa décision en premier lieu à la presse ? Des moyens sont à trouver pour revaloriser le rôle du Parlement, et médiatiser concrètement et symboliquement sa fonction politique essentielle. Faire ressortir à la fois l'institution et ses membres et trouver les moyens pour faire comprendre et symboliser sa fonction première et ses divers rôles constituent une autre tâche de notre société.

11. Les effets de la médiatisation de la politique: spectacularisation? simplification? appauvrissement?

Spectacularisation ? Oui, mais la politique a toujours été un spectacle et pas seulement depuis sa médiatisation. D'autre part, cette dénonciation facile et rituelle par les critiques des médias ne tient pas compte du fait que cette spectacularisation facilite la participation et l'attrait de la population pour la politique et n'implique pas forcément son appauvrissement. Souvenons-nous: de quoi seraient faites nos conversations quotidiennes sans la presse, les médias et les aspects spectaculaires de la politique ? L'intérêt pour la politique peut aussi passer par le spectacle médiatique qu'elle nous offre. Sacrilège ? C'est pourtant bien ce qui se passe lorsqu'on regarde la réalité de près, sans trop de préjugés, ni d'a priori négatifs de type élitiste.

Simplification ? Oui, les débats politiques médiatisés peuvent entraîner, nécessitent même, une certaine simplification. Mais cette simplification n'est pas la négativité à l'état pur. Le propre des hommes politiques et des médias ne consiste-t-il pas à présenter de manière simple des problèmes complexes, de façon à ce qu'ils soient accessibles à un large public. Même les problèmes éminemment complexes comportent des enjeux sociaux et politiques plus généraux, clairs et simples, que tout un chacun est capable de percevoir si on les lui présente sous cet angle.

Oui la simplification possède des vertus et n'enlève pas nécessairement la dimension politique essentielle des problèmes; elle permet au contraire de faire ressortir et comprendre cette dimension aux non spécialistes. La simplification, la vulgarisation, la réécriture des problèmes spécialisés et complexes, représentent des dimensions majeures de l'élargissement de la participation et de la communication politiques. Elles devraient figurer au palmarès des qualités du politicien accompli.

Nos critiques sont sévères envers ceux qui jugent la plupart des citoyens ordinaires «incompétents» pour juger de certains sujets politiques compliqués. D'une part, des recherches concrètes montrent que même les personnes les plus ordinaires et sans formation particulière sont tout

à fait capables de comprendre des problèmes complexes et de se déterminer à leur propos. D'autre part, c'est bien aux spécialistes et aux hommes politiques qu'il revient, dans un deuxième temps, après leur long travail d'analyse de la complexité des problèmes en commission, groupes de travail et réunions diverses, de faire ressortir les enjeux fondamentaux en terme de choix de société.

Tel politicien qui refuse de participer à une émission politique parce qu'elle est fortement spectacularisée (du genre «Arena» de la télévision suisse alémanique, par exemple) peut-il se glorifier de ce refus en prétextant que les grands problèmes politiques du moment ne peuvent se résoudre par le spectacle, le combat des chefs et la simplification? Non, car un tel politicien confond précisément travail en commissions spécialisées et présentation publique des enjeux. La politique se fait à différents niveaux: au stade final, lors de la présentation des enjeux au grand public, une certaine spectacularisation est inévitable à l'heure médiatique actuelle et encore davantage à propos de thèmes politiques brûlants. Tout le monde ne peut consacrer l'essentiel de son temps à la politique, mais notre système politique veut que tout le monde participe. Plutôt que de se lamenter rituellement sur l'abstentionnisme, on devrait consacrer davantage de temps et d'imagination pour mettre à profit les nouveaux moyens qui permettent d'attirer la base de la population vers la politique. La politique peut ne pas être une corvée laborieuse; elle comporte une partie de jeu et de plaisir. Etre citoyen peut devenir un plaisir.

Que le spectacle commence! S'il est mauvais, le public s'en ira, mais s'il réussit à faire entrer un plus grand nombre en politique, en plus avec plaisir, il enrichira et la vie politique et le lien social. Et tant pis pour les grincheux. Il est vrai que nous faisons résolument confiance au citoyen ordinaire.

12. Tyrannie des médias?

La résistance aux médias est-elle possible? Il s'agit bien sûr d'une question d'école, de point de vue, et les différents points de vue sur ce sujet sont irréconciliables. Essayons néanmoins de discuter et d'argumenter.

Cette question est liée à celle classique des effets des médias: effets puissants ou effets faibles? Un seul exemple, pris dans la communication politique en démocratie directe, peut nous montrer que les effets puissants ne constituent pas une règle absolue, bien au contraire.

En Suisse, les votations populaires permettent de prouver empiriquement que les médias n'hypnotisent et n'aveuglent pas inconditionnellement le peuple. Lors de plusieurs votations populaires, présentes à l'esprit de tous, régnait une splendide unanimité de point de vue entre la classe politique, l'élite et les médias, unanimité par ailleurs longuement et massivement affirmée publiquement. Or, malgré cette unanimité la majorité des votants s'est prononcée en sens contraire. De tels exemples, assez fréquents, devraient montrer que l'on surestime sans doute la

puissance des effets des médias et tout particulièrement leurs effets directs, immédiats et à court terme.

Un autre exemple, particulièrement délicat, permet de poser un problème intéressant. Il s'agit de la décision du président français, J. Chirac, de procéder à une série d'essais nucléaires en 1995 et au début 1996, et surtout de les poursuivre malgré une massive et puissante campagne d'opposition des médias et de l'opinion mondiale à la suite des premiers essais de la série. La campagne était rude puisqu'elle était assortie de menaces multiples (appels au boycott des produits français dans de nombreux pays, mesures de rétorsion, atteintes à divers symboles et intérêts français, etc.).

Ce qui nous intéresse dans le cas présent, ce n'est pas la ténacité ou l'entêtement, selon le point de vue, du président français, mais l'issue encore incertaine du match triangulaire gouvernement français, médias, opinion mondiale. Habituellement, devant une campagne d'une telle ampleur et comportant autant de risques, d'autres responsables politiques auraient certainement renoncé ou changé de démarche. Or, dans le cas présent, et sur l'essentiel, le président français a maintenu sa décision contre vents et marées. Au moment de la rédaction du présent texte, ces essais semblent se poursuivre et l'issue n'est pas encore connue. Mais quoi qu'on en pense sur le fond, cet exemple montre que, premièrement, la résistance aux médias est possible même dans les conditions apparemment les plus défavorables et que, deuxièmement, une telle volonté de résistance suppose une certaine détermination.

13. Communication politique et action politique

S'il est souhaitable d'associer davantage les couches populaires à la communication politique, et que le rôle joué par la discussion dans le renforcement du lien social est connu (plus on discute plus on se comprend), il faut aussi tenir compte du fait que la discussion généralisée, si l'on en reste au niveau de la seule discussion, peut aussi générer dans le public un certain sentiment de lassitude et d'impuissance. Si le citoyen ordinaire veut pouvoir dire ce qu'il pense, il veut aussi peser sur l'action, agir, voir la discussion traduite en action. Or, la traduction de la discussion en action politique reste problématique. D'où parfois dans la population un sentiment d'inaction des autorités, sentiment qui, ajouté à une image volontiers critique des autorités, risque d'alimenter les mouvements collectifs réactifs dirigés contre ces mêmes autorités. Conséquence? Nécessité d'un nouvel effort de la part des médias, des autorités et de la classe politique, d'une part pour effectivement traduire la discussion en action lorsque cela n'est pas fait et, d'autre part, pour mieux montrer, visualiser et communiquer les opérations de traduction des discussions en action. Cette dimension peut jouer un rôle fondamental dans le rétablissement d'un lien et d'une confiance plus marqués entre autorités, médias et population. A peu de frais, le gain en confiance et en légitimité pourrait être considérable.

14. Classe politique, médias et image de la Suisse

Tout Suisse est un patriote multiple: attaché à sa commune, il est un patriote communal; attaché à son canton, il est un patriote cantonal; attaché à son pays, il est un patriote national. Ce n'est pas en négligeant, voire en dénigrant notre identité nationale qu'on accélérera la volonté de la population d'adhérer à la Communauté européenne. Or, avec leurs identités, allégeances et appartenances multiples, les Suisses nous semblent bien placés pour ajouter une ou même plusieurs autres étages à leur patriotisme multiple, et cela d'autant plus si ces étages supplémentaires obéissent au principe de la subsidiarité.

Sans tomber dans l'autosatisfaction, la nostalgie ou le conservatisme, je prétends qu'en cultivant de manière ouverte, dynamique et solidaire notre identité nationale, notre patriotisme multiple nous facilitera des rapprochements avec des ensembles plus vaste comme par exemple la Communauté européenne. Il est contre-productif, voire dangereux (danger de provoquer tôt ou tard des mouvements réactifs de masse) de négliger, voire de dénigrer l'identité nationale lorsque des piliers fondamentaux d'un pays sont en jeu, ce qui est le cas, par exemple, dans la discussion sur l'adhésion de la Suisse à la Communauté européenne. Pour faire comprendre en quoi et pourquoi la place de la Suisse est en Europe, il faut bien connaître et aimer la Suisse, et le montrer, en paroles, en images et en actes.

Les médias pourraient davantage introduire la dimension de l'identité nationale dans leur manière de parler du pays et de le mettre en scène, et cela une nouvelle fois, sans tonalité passéiste ou réactionnaire bien sûr. Ce dernier risque est d'ailleurs quasiment inexistant tant la gêne de tenir des propos positifs sur la Suisse est grande chez certains. Pour aller de l'avant, une population doit avoir confiance en elle, et cela est possible sans verser dans l'arrogance ou dans le «il y en a point comme nous».

15. La dernière remarque qui suit est sans doute la plus importante. Tous les points précédents constituent des hypothèses, des postulats ou des suggestions et nullement des vérités scientifiques dûment vérifiées empiriquement. Il faudrait, par conséquent, rendre effective la possibilité d'entreprendre davantage de travaux de recherche sur tous ces problèmes primordiaux, afin de mieux savoir où nous en sommes en Suisse sur tous ces points. Les lacunes sont, en effet, encore considérables en Suisse dans la connaissance des médias, de la communication politique, des relations entre autorités, médias et base de la population.

Les groupes de réflexion et de recherche à mettre sur pied dans ces domaines devraient travailler en étroite relation avec le monde de la politique, des médias et du journalisme et chercher, ensuite, à faire connaître les résultats de tels travaux à un public aussi large que possible.

Uli Windisch est professeur au Département de sociologie de l'Université de Genève.